

OPINION

Après les pieds, la tête..?

Avec la démission de Bernard Landry, le PQ s'est tiré dans les pieds. Si jamais Landry répond à l'appel du retour que lui lancent certains militants encore traumatisés par son départ, le PQ prendra le risque de se tirer dans la tête.

Les arguments exprimés pour justifier cet appel au retour de Bernard Landry, à savoir "qu'il est le leader tout naturellement désigné pour accomplir la mission" souverainiste, est une insulte lancée aux candidats à la chefferie du PQ. Peut-être qu'aucun d'eux n'a imposé, pour l'instant, l'image incontestable de celui ou celle qui mènera le Québec à sa souveraineté. Mais Bernard Landry lui-même, malgré toutes ces qualités d'homme politique d'expérience et de grand militant, n'a jamais réussi à faire l'unanimité ni dans le parti, ni dans l'opinion publique quant à ses capacités d'un leader rassembleur.

Par ailleurs, le fait qu'il démissionne de la politique, alors que la souveraineté ne manquait pas de vent dans les voiles, est une erreur de jugement politique dont il porte la grande responsabilité.

Cette erreur n'enlève rien à la grandeur de ses intentions dans sa déclaration de démission. Néanmoins, la course qu'on attendait depuis 20 ans prendra l'allure d'un cirque si BL fait une réapparition au mauvais moment et au mauvais endroit.

Dans la politique les incertitudes sont indéniablement très mal per-

çues par l'opinion publique et les marchés financiers. Monsieur Landry le sait certainement plus que les initiateurs de cet appel à son retour.

Mine de rien, malgré l'impopularité du gouvernement Charest et malgré la popularité de la souveraineté dans les sondages, le parti québécois est encore ébranlé par la démission inattendue.

Le fait de ne pas laisser aux candidats le temps de faire connaître leurs programmes, leurs idées et leurs qualités de chefs, est un signe de panique qui risque de faire encore plus mal au parti et à sa cause. Comment prendre au sérieux un parti politique qui doute de lui-même..? Un parti qui ne sait pas ce qu'il veut..?

Quelque soit le jugement que les uns ou les autres portent sur le départ de l'ex député de Verchères, une page a été tournée dans l'histoire de ce parti. Les militants du PQ ont la responsabilité d'en faire l'occasion d'un renouvellement historique.

Si la souveraineté est devenue un enjeu électoral et une marque pour de commerce pour certains, pour d'autres, elle correspond à un mouvement de fond qui chemine tran-

quillement mais sûrement. Quelque soit le chef, si le mouvement perd de sa constance, même un nouveau René Lévesque n'y pourra rien.

Je ne suis membre d'aucun parti politique, mais j'ai pour la cause souverainiste du PQ une affection particulière. Elle lui donne un sens équivalent à celui pour lequel des millions d'hommes et de femmes dans l'histoire ont payé de leurs vies.

Cependant, je constate avec regret, depuis mon arrivée au Québec, il y'a 23 ans, que sa marche vers la souveraineté n'a pas toujours eu la vie facile, et ce n'est pas nécessairement toujours à cause des "méchants" fédéralistes.

Fait-on la souveraineté pour soi ou contre l'autres..? Une question que certains militants souverainistes devraient méditer sérieusement dans les prochains mois. Et Bernard Landry, avec son expérience de grand militant, il sera certainement toujours le bienvenu pour apporter sa contribution à la cause, avec tout l'art et la discrétion dont il sera capable.

Le jour même de la démission de Bernard Landry j'avais écrit: "Les gens se plaignent du manque de grandeur chez les politiciens. Main-

tenant que la démission de Bernard a été perçue par tous comme un geste de grandeur, privilégiant l'intérêt du parti avant celui de la personne, les militants se privent de celui qui en fait preuve".

J'ajouterai aujourd'hui que la participation de Bernard Landry à une course à la chefferie du PQ ne relèverait pas de la grandeur mais de l'obstination. L'opinion publique y verra une comédie. Drôle pour certains. Pas du tout pour d'autres. J'entends la trame sonore, "Stop, encore, je m'arrête ou je continue..". Un vieux refrain d'une vieille chanson.

Monsieur Bernard Landry devrait réaffirmer, dans une déclaration publique, la grandeur dont il a fait preuve. Il est de son devoir envers les candidats et envers son parti de laisser la sérénité faire son travail au cours de cette course déterminante dans l'histoire du Québec.

Je conclus avec cette phrase que Bernard Landry répétait souvent et que Louise Harel a cité à l'Assemblée Nationale en lui rendant hommage: "La patrie avant le parti et le parti avant la personne".

Mohamed Lotfi

Journaliste, réalisateur radio

OPINION

Par Sylvio Le Blanc, Montréal

Une grève gâchée



Photo: Jocelyn La-

La direction du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) a pris la décision de mettre fin aux grèves sectorielles de fonctionnaires à la SAAQ, à Revenu Québec et à Transports Québec. Michel Sawyer, le président général, l'a ainsi justifiée : « Il est devenu clair à nos yeux que le gouvernement Charest a résolument fermé les livres de la négociation jusqu'à l'automne ».

Ainsi, sans gaieté de cœur, nous en sommes venus à la conclusion que le recours à des grèves sectorielles et rotatives au cours de l'été ne pourrait permettre l'atteinte de l'objectif visé, soit celui de forcer la négociation.

Cette décision ne signifie d'aucune façon que le SFPQ et ses membres baissent les bras face à l'employeur; Il s'agit plutôt d'un repli stratégique (tactique, peut-être?) qui ne fait qu'annoncer un retour de nos moyens de

pression à l'automne. »

Une journée avant cet étonnant revirement, le même Michel Sawyer s'exprimait ainsi : « Ce n'est pas parce que la présidente du Conseil du trésor ne veut plus négocier que nous allons battre en retraite. Bien au contraire! Il nous faut maintenir la pression sur le gouvernement pour que ce dernier revienne le plus rapidement possible à la table de négociation afin de conclure une entente avec ses employés et ainsi mettre fin à ce conflit de travail, et ce, dans les meilleurs délais. »

Comme l'ont constaté des spécialistes, ces grèves sectorielles étaient pourtant un franc succès, qu'a expliqué en partie Michel Sawyer : « On vise à paralyser l'appareil gouvernemental en touchant au minimum la clientèle. » Elles faisaient si mal au gouvernement que par deux fois il a tenté de les interdire par des injonctions, sans succès. Et

voilà que la direction du SFPQ y met fin de son propre chef. Comprenez qui pourra!

Au bout du compte, les quelque 40 000 membres du SFPQ auront dépensé en pure perte des centaines de milliers de dollars pour compenser les salaires de leur 900 collègues en grève. Je dis en pure perte car les négociations n'ont rien donné et qu'il y a fort à parier qu'au moment de reprendre la grève, cet automne, tous les retards accumulés durant le dernier conflit seront résorbés, personnel et temps supplémentaires aidant.

Pauvre SFPQ! Après des années à s'être fait traiter de syndicat de boutique par les autres syndicats, il s'était mérité quelque respect avec ces grèves courageuses et bien ciblées.

Chassez le naturel, il revient au galop. Vivement le maraudage!